



Atlas

certifAtlas Validez les compétences
stratégiques de votre secteur

Conditions Générales de mise en œuvre des certifications

Branche Bureaux d'Etudes Techniques
(IDCC 1486)

*Référencement des organismes de formation habilités à
préparer et évaluer les certifications (Titres à finalité
professionnelle et Certificats de Qualification Professionnelle)*

31 mai 2024



Sommaire

| | |
|--|----|
| Sommaire | 2 |
| Article 1 - Le Commanditaire | 4 |
| 1.1 Présentation de la branche Bureaux d'Etudes | 4 |
| 1.2 Présentation d'Atlas | 4 |
| 1.3 Les missions | 5 |
| Article 2 – Dispositions générales de l'habilitation | 5 |
| 2.1 Objet de l'habilitation | 5 |
| 2.2 Nature et caractéristiques des certifications | 6 |
| 2.3 Forme de l'habilitation | 6 |
| 2.4 Durée de l'habilitation | 7 |
| 2.5 Pièces constitutives de l'habilitation | 7 |
| Article 3 – Modalités d'exécution des actions | 7 |
| 3.1 Contenu des actions de formation et d'évaluation certifiante | 7 |
| 3.2 Modalités d'exécution | 8 |
| 3.3 Suivi de l'exécution des actions | 11 |
| Article 4 – Obligations des parties | 12 |
| 4.1 Obligations de l'organisme de formation habilité | 12 |
| 4.2 Manquements éventuels | 14 |
| 4.3 Obligations du Commanditaire | 14 |
| 4.4 Critères de France compétences | 15 |
| Article 5 – Contrôle qualité / Audit | 15 |
| 5.1 Objet du contrôle qualité | 15 |
| 5.2 Principes généraux des contrôles qualité | 15 |
| 5.3 Nature des constats et des non-conformités | 16 |
| 5.4 Composition de l'équipe de contrôle | 16 |
| 5.5 Principes clés du déroulement des contrôles qualité | 16 |
| 5.6 Conséquences du déroulement des contrôles | 17 |
| 5.7 Accompagnement qualité | 18 |
| Article 6 – Responsabilité et assurances | 18 |

| | |
|---|----|
| Article 7 – Sous-traitance | 19 |
| Article 8 – Droit d’exploitation | 19 |
| Article 9 – Protection des données à caractère personnel | 20 |
| Article 10 – Lutte contre la corruption | 21 |
| Article 11 – Inaccessibilité de l’habilitation | 22 |
| Article 12 – Résiliation de l’habilitation | 22 |
| 12.1 Principes généraux de la résiliation de l’habilitation | 22 |
| 12.2 Résiliation de l’habilitation à la demande de l’organisme | 22 |
| 12.3 Résiliation de l’habilitation lors de circonstances particulières | 23 |
| 12.4 Résiliation de l’habilitation pour faute de l’organisme de formation | 23 |
| 12.5 Résiliation du référencement pour motif d’intérêt général | 24 |
| Article 13 – Confidentialité et secret professionnel | 24 |

Article 1 - Le Commanditaire

1.1 Présentation de la branche Bureaux d'Etudes

La branche professionnelle des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseil (IDCC 1486) regroupe quatre grands secteurs :

- Le numérique : les éditeurs de logiciels, les entreprises de service du numérique (ESN) et les entreprises de conseil en technologies ;
- L'ingénierie : ingénierie de construction, ingénierie de process et les entreprises de conseil en technologies ;
- Les études et conseils : conseil en management, études marketing et d'opinion, conseil en recrutement, conseil en relations publics et conseil en évolution professionnelle ;
- L'évènement : entreprises organisatrices d'événements, les prestataires et les sites.

La Commission Paritaire Nationale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (CPNEFP) de la branche a pour objet d'analyser les évolutions économiques et technologiques de la profession en matière d'emploi et d'en tirer les conséquences pour définir une politique de développement des compétences qui met en évidence les axes prioritaires à court et moyen terme.

Elle conçoit et développe des certifications pour répondre aux besoins des entreprises et aux transformations des métiers.

La branche ne disposant pas d'une personnalité morale, elle délègue à Atlas, Opérateur de Compétences, la mise en œuvre opérationnelle du processus de certification validé au sein de la CPNEFP.

1.2 Présentation d'Atlas

Agréé par l'État le 1er avril 2019, Atlas est l'opérateur de compétences (OPCO) des services financiers et du conseil. Il représente près de 185 000 entreprises et 2 millions de salariés sur l'ensemble du territoire métropolitain, de la collectivité de Corse et des Départements et Régions d'Outre-Mer. Il réunit les 13 branches professionnelles suivantes, réparties en 4 grandes familles d'activités :

Assurance

- Agents généraux d'assurance
- Courtage d'assurance et de réassurance
- Sociétés d'assurances
- Société d'assistance

Banque et Finance

- Banque
- Banque populaire
- Caisse d'épargne
- Crédit mutuel
- Marchés financiers
- Sociétés financières

Conseil

- Bureaux d'études techniques, ingénieurs et conseils
- Géomètres experts et Economistes de la construction

Expertise comptable et commissariat aux comptes

- Experts-comptables et commissaires aux comptes

Ces branches se retrouvent sur un mode de fonctionnement similaire et des enjeux communs :

- salariés exerçant des métiers d'expertise ;
- prestations de services intellectuels ;
- fort impact de la transformation numérique ;
- activités fortement réglementées et encadrées ;
- Enjeux de recrutement et d'évolution de profils communs ;
- Enjeux de formation communs ;
- Modalités de travail évoluant fortement.

Atlas est le délégataire de la branche des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseil (IDCC 1486) pour la mise en œuvre opérationnelle du processus de certification validé au sein de la CPNEFP.

1.3 Les missions

Depuis plusieurs années, la branche développe une politique de certification professionnelle adaptée à ses métiers et à ses besoins en compétences. La CPNEFP de la branche des bureaux d'études techniques est décisionnaire dans la création et la rénovation des certifications professionnelles de son périmètre, elle pilote les évaluations, atteste des compétences acquises, et délivre les certifications.

Elle délègue à l'OPCO Atlas la mise en œuvre des certifications de la branche et le rôle d'autorité responsable de la certification auprès de France compétences.

A ce titre, Atlas a la responsabilité de l'organisation et du suivi qualitatif du dispositif des certifications de la branche. Il instruit notamment le référencement des prestataires de formation habilités à déployer les certifications de la branche. L'Opco Atlas et la branche des bureaux d'études, possèdent des représentations régionales, qui pourront intervenir dans le processus de référencement d'un organisme de formation.

L'offre de certification de la branche s'articule autour de Certificats de Qualification professionnelle (CQP), de Titres à Finalité Professionnelle (TFP), et de certifications de compétences. Elles font toutes l'objet d'une démarche d'inscription auprès du Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) ou du Répertoire Spécifique (RS).

Le présent référencement ne traite que du référencement des organismes de formation pour les Certificats de Qualification professionnelle (CQP) et les Titres à Finalité Professionnelle (TFP) de la branche ayant une visée d'enregistrement au RNCP.

Article 2 – Dispositions générales de l'habilitation

2.1 Objet de l'habilitation

L'habilitation est délivrée à un organisme de formation en capacité à mettre en œuvre le Titre à Finalité Professionnelle (TFP) ou le Certificat de Qualification Professionnelle (CQP) pour lequel il s'est porté candidat.

Cette habilitation concerne :

- Les actions de formation préparant à la certification, en accès direct ou par capitalisation des blocs de compétences ;
- Toutes les évaluations certifiantes constitutives de la certification, dans le cadre de la formation ou de la VAE : évaluations des blocs de compétences, évaluation VAE ;
- Les actions d'accompagnement dans le cadre de la VAE.

2.2 Nature et caractéristiques des certifications

Les Titres à Finalité Professionnelle (TFP) et les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) de la branche ont vocation à être enregistrés au Répertoire national des certifications professionnelles de France Compétences.

Ces certifications entrent dans la catégorie des certifications professionnelles telles que définies dans l'article L.6113-1 du Code du Travail.

Elles s'adressent à toutes les personnes qui détiennent les pré-requis nécessaires pour suivre la formation et/ou se présenter à la certification.

Elles sont mises en œuvre conformément aux éléments définis dans le présent document, aux éléments mentionnés dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation et définis par le certificateur, ainsi que conformément aux éléments définis par l'organisme de formation habilité dans son dossier de candidature.

2.3 Forme de l'habilitation

L'habilitation est délivrée par la CPNEFP de la branche des bureaux d'études, qui mandate l'OPCO Atlas pour assurer le suivi, l'accompagnement et le contrôle des actions mises en œuvre par les organismes de formation habilités.

L'organisme de formation habilité devra faire évoluer ses actions de formation et d'évaluation certifiante en cas d'évolution du référentiel de certification, de la note de cadrage de la formation ou de documents cadres de la certification. En cas de modification importante des documents cadres de la certification, le commanditaire se réserve le droit de résilier les habilitations en cours sur une certification afin d'inviter les organismes de formations à déposer une nouvelle demande de référencement et s'assurer ainsi de la prise en compte effective des nouveaux documents de référence.

Les habilitations délivrées au titre de la présente procédure de référencement sont indépendantes des dispositions régissant le financement des formations et des évaluations des certifications et ne préjugent pas de leur attribution.

Les organismes de formation référencés s'engagent à pratiquer des tarifs cohérents en fonction de la prestation délivrée. Conformément à l'Art. R. 6316-6 du Code du travail et aux Conditions Générales de l'Opco Atlas, dans le cas où l'Opco Atlas financerait les prestations relatives à la préparation à la certification visée par le référencement et/ou à la réalisation des évaluations de la certification visée par le référencement, il veillera, en tant qu'organisme financeur, « à l'adéquation financière des prestations achetées aux besoins de formation, à l'ingénierie pédagogique déployée par le prestataire,

à l'innovation des moyens mobilisés et aux tarifs pratiqués dans des conditions d'exploitation comparables pour des prestations analogues. »

2.4 Durée de l'habilitation

L'habilitation est accordée pour l'année en cours au regard de la date de signature de l'accord d'engagement, ainsi que pour les trois années civiles suivantes.

Toute action de formation ou d'accompagnement VAE devra impérativement débuter pendant la durée de validité de l'habilitation et se poursuivre la durée nécessaire à la bonne exécution de l'action en cours.

La durée nécessaire à la bonne exécution de l'action en cours implique de :

- assurer le bon déroulé des actions de formation nécessaires pour préparer le(s) candidat(s) aux évaluations certifiantes de la certification ;
- assurer le bon déroulé des actions d'accompagnement VAE nécessaires pour préparer le(s) candidat(s) aux évaluations certifiantes de la certification ;
- assurer l'organisation des évaluations certifiantes nécessaires pour l'obtention de la certification.

2.5 Pièces constitutives de l'habilitation

L'habilitation est constituée des pièces suivantes :

- l'Acte d'Engagement (AE);
- les Conditions Générales de Mise en Œuvre de la Certification (CGMOEC) ;
- le Cadre de Réponse Technique (CRT), ainsi que ses 5 annexes (Au moins deux courriers d'entreprises ou d'acteurs institutionnels territoriaux relevant du champ de l'emploi-formation, deux plannings prévisionnels types selon la trame fournie (annexe 2 du CRT), le tableau de correspondance dûment renseigné selon la trame fournie (annexe 3 du CRT), un sujet d'examen blanc, le plan d'équipement dûment renseigné selon la trame fournie (annexe 5 du CRT))
- le Dossier Administratif, ainsi que ses annexes (pièces justificatives de la situation/capacité administrative et financière) ;
- Les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation : référentiel de certification, note de cadrage de la formation, règlement de la certification, guide d'évaluation ;
- les Conditions Générales de l'OPCO ATLAS ;
- le Règlement du Référencement.

Elles ont valeur contractuelle par ordre de priorité décroissante.

Article 3 – Modalités d'exécution des actions

3.1 Contenu des actions de formation et d'évaluation certifiante

Le contenu des actions de formation et d'évaluation certifiante et les attentes sont décrits dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation.

3.2 Modalités d'exécution

Les actions de formation et les évaluations certifiantes se déroulent en conformité avec les modalités précisées dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation.

Respect des engagements QUALIOPI

En complément des éléments mentionnés dans la présente habilitation, l'organisme de formation habilité atteste être certifié QUALIOPI conformément à la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. De fait, il s'engage à respecter l'intégralité des indicateurs du référentiel QUALIOPI lors du déploiement de la certification ainsi que les obligations légales relatives à la formation professionnelle.

L'Opco Atlas se réserve le droit à tout moment de contrôler le respect des différents indicateurs.

Ouverture d'une session de formation

L'organisme qui démarre une nouvelle session de formation préparant à la certification et à ses blocs de compétences doit en informer Atlas, au plus tard 1 (un) mois avant la date de début de formation.

Il s'engage à ouvrir au minimum une session au cours des 18 (dix-huit) mois suivant la signature de l'acte d'engagement par Atlas. Si au terme des 18 mois, l'organisme ne justifie d'aucune ouverture de session, il devra motiver et formaliser l'ensemble des actions qu'il compte mettre en œuvre afin d'assurer une ouverture de session l'année suivante. L'organisme est tenu d'en informer l'OPCO Atlas dans un délai d'un mois suivant la notification de l'OPCO. L'OPCO ATLAS se réserve la possibilité de résilier l'habilitation en application de l'article 12 « Résiliation de l'habilitation » des présentes Conditions Générales de Mise en Œuvre de la Certification (CGMOEC).

Le parcours de formation associé à la certification et à ses blocs de compétences comprend obligatoirement une alternance de séquences de formation et séquences en entreprise pour les dispositifs impliquant cette modalité de mise en œuvre.

Inscriptions des stagiaires et des candidats

Les inscriptions aux parcours de formation ou aux évaluations certifiantes (évaluations de blocs de compétences, évaluations VAE) sont organisées par l'organisme habilité.

L'organisme doit déclarer ces inscriptions à Atlas au plus tard 15 (quinze) jours avant la date de début de l'action de formation, ou 2 (deux) mois avant la date de début de l'action d'évaluation.

L'organisme de formation et son client feront leur affaire de l'exécution ou non-exécution de ladite formation selon leur accord, quelle que soit la difficulté rencontrée (exécution partielle, annulation, ...), sans que la responsabilité d'Atlas ne puisse être ni recherchée ni engagée.

Annulation ou report d'une action

En cas d'annulation ou de report d'une action de formation ou d'une évaluation de la certification par l'organisme de formation, ce dernier s'engage à respecter l'ensemble des procédures mentionnées dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation.

Sous-traitance des actions

L'organisme de formation habilité, en sa qualité de dispensateur des actions décrites à l'article 2 « Dispositions générales de l'habilitation » des présentes Conditions Générales de Mise en Œuvre de la Certification (CGMOEC), ne pourra en aucun cas sous-traiter tout ou partie des prestations, objets de la présente consultation, à un tiers ou une de ses filiales ou société mère sans l'accord préalable et exprès du Commanditaire.

Actions relatives à l'accompagnement VAE

L'organisme habilité est tenu d'accompagner les candidats souhaitant obtenir la certification par la voie de la VAE dans leur démarche VAE, en propre ou via un partenaire certifié Qualiopi pour la VAE. Il est tenu de concourir à l'organisation du jury VAE avec l'OPCO Atlas.

Actions de formation préparant à la certification

L'organisme habilité accompagne et met en œuvre tous les moyens pour préparer les stagiaires et les candidats aux modalités d'évaluation décrites dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation.

Production des contenus des évaluations certifiantes

L'organisme s'engage à produire les sujets d'évaluation de blocs de compétences et de la certification dans leur intégralité conformément aux attentes et aux règles d'élaboration déterminées dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation. L'organisme s'engage à utiliser tous les documents mis à disposition par Atlas pour produire ces sujets d'exams.

Il s'engage à remettre les sujets d'évaluation à Atlas dans un délai minimal d'un (1) mois avant le démarrage de l'action de formation ou de deux (2) mois avant le démarrage de l'action d'évaluation.

Ces sujets sont à renouveler ou à actualiser régulièrement, à la fois pour maîtriser le risque de fraude et pour garantir une contextualisation la plus en lien avec l'actualité du métier et la réalité « du terrain ».

Les organismes partenaires communiqueront à ATLAS la fréquence et les modalités de mise à jour des sujets et consignes d'examen. Les sujets et les corrigés doivent être transmis par les responsables de l'organisation des épreuves à ATLAS en décembre pour l'année suivante pour approbation.

Le partenaire habilité conserve les sujets et corrigés pendant une durée de 5 ans.

Les sujets déjà utilisés lors d'une session peuvent constituer des sujets d'entraînement pour les nouveaux candidats, à conditions qu'ils ne soient pas réutilisés pour une nouvelle session.

Organisation des évaluations certifiantes

L'organisation des évaluations permettant l'obtention des blocs de compétences et de la certification est assurée par l'organisme de formation habilité.

L'organisme s'engage à utiliser tous les documents mis à sa disposition par Atlas pour mettre en œuvre les évaluations dans les délais et les modalités indiqués dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation.

L'organisme devra organiser et planifier les évaluations selon les modalités et critères d'évaluation définis dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation. Il s'engage à mobiliser les moyens nécessaires pour assurer l'accueil d'un candidat en situation de handicap lors des épreuves certificatives.

Il devra informer Atlas de la planification des différentes évaluations dans un délai minimal d'un (1) mois avant le démarrage de l'action de formation ou de deux (2) mois avant le démarrage de l'action d'évaluation.

Il devra informer ATLAS des résultats des évaluations de blocs de compétences qu'il effectue pour qu'ils soient proclamés par le certificateur dans un délai de trois (3) jours ouvrés après la réalisation de l'évaluation certifiante.

Il s'engage à mettre en œuvre des évaluations de rattrapage pour les candidats qui n'auraient pas validé leur bloc de compétences.

Pour les évaluations de blocs de compétences, l'organisme de formation habilité s'engage à mettre à disposition :

- pour les épreuves écrites : un évaluateur/correcteur doté des compétences techniques en lien avec la certification visée, disposant d'une expérience de 2 ans à minima dans le métier visé par la certification, et extérieurs au parcours de formation des candidats évalués.
- pour les soutenances orales : deux évaluateurs/membres du jury sont requis :
 - o un évaluateur habilité par la CPNEFP, exerçant dans une entreprise de la Branche des bureaux d'études. Une liste des évaluateurs/membres de jury habilités sera transmise aux partenaires habilités.
 - o un second évaluateur : professionnel ou formateur mandaté par le partenaire habilité ayant une expertise en lien avec les compétences évaluées et qui a une expérience significative de minimum 2 années dans le domaine visé par la certification.

Pour l'évaluation dans le cadre de la VAE, l'organisme habilité s'engage à accompagner le candidat VAE dans la préparation de son évaluation et à tenir l'OPCO Atlas informé du souhait du candidat de se présenter à une session d'évaluation VAE. L'évaluation VAE est organisée par l'OPCO Atlas avec le concours de l'organisme habilité.

L'organisme s'engage à communiquer aux candidats et aux évaluateurs tous les éléments nécessaires à la bonne tenue des évaluations, dans les délais mentionnés dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation.

L'indemnisation

Les membres des jurys d'évaluation habilités par la branche doivent être indemnisés par l'organisme de formation pour la « préparation et la participation aux jurys d'évaluation » sur la base d'un montant forfaitaire défini par la branche des bureaux d'études.

Le montant de l'indemnisation est un forfait incluant un temps de préparation et un temps de participation au jury. Le montant forfaitaire est de 700 euros par jour, soit :

- un total de 1400 euros pour une journée de jury (1 jour de préparation + 1 jour de participation)
- un total de 700 euros pour une demi-journée de jury (½ jour de préparation + ½ jour de participation)

Les frais d'hébergement, de transport et de repas, sont pris en charge par l'organisme de formation sur la base des règles de prise en charge définies par l'organisme de formation.

Lieu(x) d'exécution

Les actions de formation et d'évaluation sont réalisées sur le site déclaré par l'organisme habilité dans son dossier administratif de candidature.

L'organisme peut demander à ATLAS de mettre en œuvre ces actions sur un nouveau périmètre géographique, pour un site étant rattaché au même établissement (SIRET) uniquement, et à condition d'attester de la qualité de la prestation déployée et de garantir les modalités d'exécution des actions conformément aux éléments de son habilitation. Il devra en faire la demande par écrit à Atlas, par voie électronique à l'adresse mail referencementcertif@opco-atlas.fr, et apporter les preuves du respect de ces conditions en soumettant une nouvelle réponse technique (CRT). Atlas pourra notifier l'extension du périmètre géographique de l'organisme par voie d'avenant. La demande est formulée au moins 6 mois avant le projet d'ouverture de la session.

Désignation de fonctions

L'organisme habilité doit être doté des fonctions suivantes (remarques : une même personne peut cumuler tout ou partie de ces fonctions ; celles-ci doivent figurer dans l'organigramme de l'organisme habilité) :

- Un responsable de l'organisation des épreuves
- Un référent handicap
- Un responsable du traitement des données personnelles

Suivi qualité et accompagnement

L'organisme habilité s'engage à répondre aux demandes du Commanditaire dans le cadre de ses procédures de suivi qualité/audit et d'accompagnement qualité, telles que mentionnées en article 5 des présentes Conditions Générales de Mise en Œuvre de la Certification.

Pilotage des indicateurs de résultat

L'organisme habilité s'engage à piloter ses indicateurs cible de résultat visés : taux d'abandon, taux de présentation aux examens, taux de réussite, taux de sortie positive à 6 mois et 24 mois après la délivrance de la certification, taux de satisfaction des clients (entreprises et / ou bénéficiaires), pour la VAE : nombre de candidats accompagnés, taux de réussite globale, taux de réussite (validation totale, partielle, jusqu'au contrôle complémentaire), taux de satisfaction des clients (entreprises et / ou bénéficiaires)

Il s'engage à répondre aux demandes du Commanditaire sur l'ensemble des indicateurs de résultats, pour chaque session de formation, dans un délai convenu entre les deux parties et ne pouvant excéder 1 mois.

Clause de réexamen

Dans le cas où une variation dans le besoin de certification couvert par la présente habilitation émergerait, Atlas se réserve la possibilité de demander à l'organisme de formation habilité de procéder aux ajustements nécessaires pour se mettre en conformité avec les nouvelles exigences ou obligations du certificateur.

A titre d'exemple, un tel besoin pourrait recouvrir une nouvelle version outil ou logiciels, ou une évolution réglementaire.

L'OPCO ATLAS se laisse la possibilité d'avoir recours aux organismes de formation du référencement pour des prestations similaires en cas d'évolution du périmètre du territoire, en cas d'incapacité d'un organisme de formation à exécuter ou encore de défaillance d'un organisme de formation sur l'exécution d'une zone géographique.

Utilisation des outils et documents mis à disposition par Atlas et transmission des informations

L'organisme s'engage à utiliser tous les outils et les documents mis à disposition par Atlas pour la bonne exécution des actions (plateforme, documents) et à communiquer à Atlas les informations demandées par Atlas tout au long de la mise en œuvre des actions.

3.3 Suivi de l'exécution des actions

Le Commanditaire se réserve le droit de mettre en place des actions lui permettant de s'assurer de la bonne réalisation des actions. La réponse aux sollicitations d'Atlas est réputée incluse dans l'habilitation.

Si Atlas constate que la qualité des actions est remise en cause, il se réserve la possibilité d'exiger le changement des conditions de mise en œuvre des actions et notifie sa demande de modification à l'organisme habilité qui dispose du délai défini dans la notification pour mettre en œuvre les évolutions demandées.

Article 4 – Obligations des parties

4.1 Obligations de l'organisme de formation habilité

Pour les actions qui lui incombent, l'organisme habilité doit strictement respecter les délais et les obligations prévus dans les documents régissant la présente habilitation.

Il s'engage à exécuter l'habilitation de bonne foi et notamment en termes de :

1 /Information

- **Informations devant être communiquées immédiatement à l'OPCO Atlas :**

L'organisme de formation est tenu d'informer sans délai l'OPCO ATLAS des modifications affectant :

- Les personnes ayant pouvoir d'engager l'organisme de formation
- La forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Le contrôle de l'entreprise au sens de l'article L 233-3 du Code du Commerce
- Au redressement ou à la liquidation judiciaire
- A la modification du contact identifié comme principal contact d'Atlas
- De façon générale, de toute modifications importantes dans le fonctionnement de l'entreprise susceptible d'affecter l'exécution des formations

Si l'OPCO ATLAS considère que ces modifications sont de nature à compromettre les conditions d'exécution du référencement (notamment les capacités juridiques, financières et techniques), le commanditaire se réserve le droit de résilier les habilitations en cours (dans les conditions de résiliation précisées à l'article 12 des présentes Conditions générales de mise en œuvre des certifications) sur une certification afin d'inviter les organismes de formations à déposer une nouvelle demande de référencement et s'assurer ainsi de la prise en compte effective des nouveaux documents de référence.

L'organisme est tenu immédiatement :

- d'informer Atlas par écrit de toute difficulté ayant ou risquant de générer un écart qualité dans la réalisation d'une action et, notamment, tout événement lui paraissant de nature à compromettre la bonne exécution des actions ;
- de satisfaire à une obligation d'information et de conseil dans l'organisation et le suivi des actions de l'habilitation.

- **Informations devant être mises à jour et communiquées semestriellement à l'OPCO Atlas :**

Conformément aux D 8222-5 et D 8222-7 du Code du Travail, toute société qualifiée remettra tous les six mois à l'OPCO ATLAS les documents suivants, sous peine de résiliation des habilitations en cours :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme chargé du recouvrement de ces cotisations et contributions (URSSAF ou équivalent) daté de moins de six mois
- Un extrait de K bis de moins de trois mois
- Une attestation de régularité fiscale daté de moins de six mois
- Une déclaration de salariés étrangers daté de moins de six mois
- Une attestation d'assurance couvrant notamment la responsabilité civile professionnelle du candidat, ou de chaque membre du groupement de candidatures, daté de l'année en cours

2/ Promotion et communication

L'organisme de formation est tenu de :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de déployer la certification auprès des

publics bénéficiaires. Il s'engage également à communiquer à Atlas, en amont pour validation, le descriptif et le contenu des actions de promotion qui seront menées et à réaliser des aménagements et des correctifs éventuellement demandés par Atlas.

- Communiquer des informations conformes au cadre et aux modalités de la certification.
- Respecter tous les éléments de charte graphique communiqués par Atlas.

Dans le cadre des actions de promotion auprès de ses clients, l'organisme est dans l'obligation de :

- limiter l'usage du nom d'Atlas et de la branche des bureaux d'études techniques à la promotion, validée par Atlas ;
- ne pas utiliser dans ses publications le logo institutionnel d'Atlas qui a été déposé à l'Institut National de la Propriété Intellectuelle.

Toute mention relative à Atlas et à la branche des bureaux d'études techniques doit faire l'objet d'un accord préalable et écrit d'Atlas et être destiné exclusivement à la promotion de la certification.

Toute violation de ces conditions de mise en œuvre pourra entraîner une demande de retrait immédiat des informations erronées ; voire la résiliation de l'habilitation par le Commanditaire pour manquement(s) aux obligations mentionnées dans les présentes Conditions Générales de Mise en Œuvre de la Certification (CGMOEC).

3/ Exécution des actions de formation et des actions d'évaluation de la certification

- Réaliser les actions dans les conditions et suivant les modalités prévues dans l'habilitation selon les règles de l'art de la profession et dans le respect de la réglementation (y compris sanitaire en vigueur au moment de la réalisation de la formation) en conformité avec les besoins d'Atlas et ceux du certificateur ;
- Faire intervenir pendant toute la durée de l'habilitation des personnes respectant les profils, les expériences et les compétences mentionnés dans sa candidature ;
- Ne pas faire apparaître le ou les noms des sous-traitants auxquels il fait appel ;
- Tenir à la disposition d'Atlas tous les documents utilisés dans le cadre des actions d'évaluations ;
- Renseigner toutes les informations demandées par Atlas et utiliser la plateforme de suivi des certifications fournie par Atlas ;
- Utiliser toutes plateformes, logiciels, documents et outils fournis par Atlas.

4/ Suivi des candidats et des lauréats

L'organisme habilité s'engage à accompagner et à suivre les candidats inscrits à la certification selon les modalités décrites dans la présente habilitation.

5/ Suivi de l'habilitation

- Désigner, dès le commencement de l'habilitation, une personne physique, habilitée à le représenter auprès d'Atlas pour les besoins de l'exécution de l'habilitation. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant l'organisme de formation. Il est nommément désigné dans l'habilitation, notamment en tant qu'interlocuteur dédié dans la fiche de candidature.
- L'organisme désigne un interlocuteur administratif pour le suivi de l'habilitation. Celui-ci doit être joignable, notamment dans le cas de difficultés rencontrées dans la réalisation des prestations. Il est désigné dans l'habilitation, notamment en tant qu'interlocuteur administratif dédié dans le dossier administratif de candidature. L'organisme habilité informe Atlas de toute modification relative à cet interlocuteur.
- Fournir à Atlas les états, les rapports et les indicateurs de résultat nécessaires au suivi des actions.
- Organiser et participer aux réunions convenues avec Atlas.

- Participer aux actions d'accompagnement proposées par Atlas et mentionnées dans l'article 5.7 « Accompagnement qualité » du présent document.

6/ Conduite du dispositif

Lorsqu'il est prévu dans le parcours de formation certifiant, l'intervention d'un des formateurs ou des évaluateurs présentés au stade du référencement, et que cette personne nommément désignée n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, l'organisme doit :

- En informer sans délai l'OPCO ATLAS et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite des formations
- Proposer à l'OPCO ATLAS un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, l'expérience et les références dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent

Le remplaçant proposé par l'organisme de formation est considéré comme accepté par l'OPCO ATLAS, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 30 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'OPCO ATLAS décide de récuser le remplaçant, l'organisme dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation est motivée par l'OPCO ATLAS.

A défaut de proposition de remplaçant par l'organisme de formation ou en cas de récusation des remplaçants par l'OPCO ATLAS, l'organisme verra son habilitation résiliée dans les conditions prévues à l'article 12 du présent document.

4.2 Manquements éventuels

En cas de manquement de l'organisme de formation habilité constaté par Atlas, les modalités de traitement des anomalies mentionnées dans l'article 5.6 « Conséquences du déroulement des contrôles » du présent document seront appliquées.

4.3 Obligations du Commanditaire

Le Commanditaire s'engage pendant toute la durée de l'habilitation à coopérer avec l'organisme habilité afin de lui permettre :

- d'exécuter, pour son compte et dans de bonnes conditions, les obligations visées à l'article 2.1 « Objet de l'habilitation », notamment à lui apporter toutes les informations et l'assistance raisonnablement nécessaires à la réalisation et à l'exécution de ses engagements contractuels ;
- à veiller au respect de ses obligations, légales, réglementaires et contractuelles, à l'égard des tiers ;

Le Commanditaire s'engage à organiser les jurys de délivrance de la certification et de ses blocs de compétences dans le respect des modalités décrites dans les documents spécifiques à la certification visée par l'habilitation. Les jurys de délivrance de la certification et de ses blocs de compétences interviennent après les évaluations de blocs de compétences et sont tenus par la branche.

Le Commanditaire informera l'organisme de formation des résultats des jurys de délivrance et transmettra le cas échéant les documents officiels à remettre aux certifiés.

4.4 Critères de France compétences

Dans le cas où la certification visée par l'habilitation est enregistrée au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) de France compétences, l'organisme de formation habilité s'engage à respecter le cadre normatif et les critères définis par France compétences.

Article 5 – Contrôle qualité / Audit

5.1 Objet du contrôle qualité

Atlas peut procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile afin de veiller au respect des obligations de l'organisme habilité. Atlas se réserve ainsi le droit de réaliser à tout moment des contrôles qualité ou des audits des actions mises en œuvre par l'organisme habilité.

Par conséquent, Atlas ou un tiers mandaté par Atlas pourra effectuer un contrôle sur la qualité et la conformité des actions de formation et d'évaluation mises en œuvre par l'organisme ainsi que sur la qualité des informations communiquées, des supports, les compétences des intervenants (formateurs et évaluateurs) et les conditions de réalisation des formations et des évaluations certifiantes.

5.2 Principes généraux des contrôles qualité

Préambule : les candidats déclarent, par leur simple candidature à ce référencement, adhérer de leur plein gré aux Conditions générales de l'année en cours d'Atlas et au Cadre général du fonctionnement de l'Opcv et des relations entre les parties, définis par Atlas. Cette adhésion vaut également pour la procédure de contrôle de l'exécution des actions de formation (cf. chapitre « Contrôle » du Cadre général du fonctionnement).

Dans le cadre de cette habilitation, des clauses spécifiques de contrôle qualité viennent compléter les dispositions générales prises par Atlas en la matière. En effet, afin de garantir la conformité et la qualité des prestations, mais également de lutter contre toute forme de dérive ou de fraude, les organismes de formation habilités pourront être soumis en cours de référencement à des contrôles de service fait ou des contrôles qualité inopiné ou planifiés portant sur les certifications délivrées, afin de garantir :

- Le contrôle du service fait et donc de la réalité de la prestation lorsque celle-ci est financée par Atlas,
- La conformité des formations préparant à la certification aux exigences du décret n° 2015-790 du 30/06/2015 ainsi que du décret n° 2019-564 du 6 juin 2019 relatifs à la qualité des actions de la formation professionnelle,
- L'adéquation entre les prix pratiqués et l'ingénierie proposée pour des prestations similaires lorsque celle-ci est financée par Atlas (Art. R. 6316-6 du Code du Travail),
- La conformité des prestations réalisées avec les exigences du présent appel à référencement et la réponse technique (CRT) de l'organisme, ainsi que le respect des critères définis par France Compétences dans le cadre des certifications déposées aux Répertoires Nationaux (RNCP & RS).

Atlas ou tout prestataire qu'il aura habilité pour ce faire sont susceptibles :

- De récolter des informations sur les formations réalisées par tout moyen jugé nécessaire et relevant de son périmètre (enquêtes stagiaires, observations, recherches sur internet, recueil de signalements ou de réclamations, échanges avec d'autres financeurs de la formation professionnelle,,)

- De solliciter auprès du partenaire habilité des documents sur une formation réalisée ou sur des épreuves de certification,
- D'assister à une séance de formation ou d'évaluation certificative, afin de vérifier la conformité de l'exécution par rapport au présent appel à référencement ou à la réponse technique de l'organisme habilité, et de pouvoir en échanger avec le formateur ou l'évaluateur ou tout autre membre du jury,
- De réaliser des contrôles sur pièces ou sur place (en présentiel ou à distance), inopinés ou planifiés, selon des modalités définies par Atlas au regard de la situation du partenaire habilité.

L'organisme de formation est tenu de permettre le bon déroulement du contrôle qualité effectué en fournissant toutes les preuves demandées par Atlas ou tout prestataire qu'il aura habilité pour ce faire.

Les documents produits par le contrôle qualité d'Atlas appartiennent à Atlas, qui décidera de leur caractère public ou confidentiel. Le partenaire habilité n'a aucun droit quant à la diffusion de ces documents.

Les contrôles sont réalisés dans le cadre d'une procédure contradictoire. Les délais et modalités de la procédure sont définis au cas par cas par Atlas, au regard de son analyse du risque et de la nature des éventuels manquements constatés. En cas de non remise de rendus ou non conformes aux attentes d'Atlas, l'organisme remet ses rendus de façon dématérialisée, conformément à la demande d'Atlas, par courriel.

5.3 Nature des constats et des non-conformités

Au regard des exigences analysées, l'auditeur est amené à réaliser des constats, fondés sur des preuves tangibles et probantes, pouvant déboucher sur l'un des cas de figure suivants :

- Non conforme* : les éléments de preuves sont manquants ou ne démontrent aucune mise en œuvre de l'exigence,
- Partiellement conforme* : les éléments de preuve indiquent que l'exigence n'est que partiellement couverte ou de manière non systématique,
- Conforme : les éléments de preuve démontrent une mise en œuvre complète de l'exigence,
- Bonnes pratiques : les éléments de preuve démontrent une mise en œuvre au-delà de l'exigence et/ou la présence d'une démarche d'amélioration permanente.

*en cas d'écart au référentiel, **détecté par tout moyen de contrôle ou d'audit probant y.c. les interviews de stagiaires**, deux cas de figure peuvent se présenter :

- 1 - un sous-critère pour lequel le référentiel défini avec Atlas tolère la non-conformité partielle,
- 2 - un sous-critère pour lequel Atlas ne tolère pas de non-conformité partielle : si l'écart conduit à l'appréciation d'une non-conformité, alors celle-ci sera nécessairement une non-conformité.

5.4 Composition de l'équipe de contrôle

L'équipe de contrôle ou d'audit est définie par Atlas. Elle peut être ajustée au regard de l'analyse de risque conduite par Atlas et inclure :

- Un ou plusieurs auditeurs,
- Un expert d'un domaine nécessaire à la réalisation de l'audit,
- Toute personne mandatée par Atlas.

5.5 Principes clés du déroulement des contrôles qualité

Contrôle de service fait

Le contrôle est réalisé tel que mentionné dans les Conditions générales d'Atlas.

Contrôle qualité ou audit

Durant le contrôle ou l'audit, l'auditeur analyse certains processus clés de l'organisme (= son fonctionnement) et réalise des contrôles échantillonnaires sur des parcours de stagiaires et de candidats. **Les stagiaires et candidats sont choisis par l'auditeur au moment de la réunion d'ouverture de l'audit.**

Dans le cadre de la réalisation du contrôle, l'auditeur **réalise des entretiens avec les personnels présents** (proposés par l'organisme de formation ou sollicités par l'auditeur au moment de l'envoi du plan d'audit) et **réalise des analyses documentaires**, au travers de toute preuve probante. Le contrôle se déroule en présence de l'auditeur et des personnes mandatées par l'OF pour participer au contrôle ou à l'audit, voire des fonctions sollicitées par l'auditeur au regard de l'organisation de l'organisme.

Il est attendu de la part des interlocuteurs audités que **leurs réponses soient sincères, factuelles, prouvées par des documents probants et que ces personnes fassent preuve de professionnalisme.**

5.6 Conséquences du déroulement des contrôles

Atlas est en droit d'exercer tout type de contrôle relevant de sa responsabilité. Atlas se réserve la possibilité de sanctions de diverses natures, tel que cela est défini dans la rubrique « Procédure de sanction des manquements aux obligations, anomalies ou irrégularités constatées » des Conditions générales 2023 et au Cadre général du fonctionnement de l'Opco et des relations entre les parties, définis par Atlas.

Dans le cas où le partenaire habilité fait appel à des sous-traitants, les mesures prises à la suite d'un manquement constaté par Atlas s'appliquent au partenaire habilité et au sous-traitant défaillants dans l'exécution des prestations.

La liste des sanctions potentielles indiquées dans les conditions générales est enrichie d'une liste de sanctions spécifiques aux partenaires habilités dans le cadre des certifications professionnelles portées par Atlas. Quelle que soit la sanction prononcée, le partenaire habilité prend l'engagement et aura l'obligation conventionnelle d'amener les candidats inscrits et validés jusqu'à la certification. Voici la liste des sanctions définies dans le cadre de la présente convention d'habilitation :

1. Rappel à l'ordre.
2. Interdiction de relancer des sessions pour une certification d'Atlas, pour une durée de 3, 6 ou 9 mois ;
3. Interdiction de relancer des sessions pour plusieurs certifications d'Atlas, pour une durée de 3, 6 ou 9 mois ;
4. Interdiction de relancer des sessions pour l'ensemble des certifications d'Atlas, pour une durée de 3, 6 ou 9 mois ;
5. Déréfèrement du SIRET pour une certification d'Atlas, pour une durée de 3, 6 ou 9 mois ;
6. Déréfèrement du SIRET pour plusieurs certifications d'Atlas, pour une durée de 3, 6 ou 9 mois ;
7. Déréfèrement du SIRET pour l'ensemble des certifications d'Atlas, pour une durée de 3, 6 ou 9 mois ;
8. Résiliation dans les conditions mentionnées à l'article 12 du présent document ;

5.7 Accompagnement qualité

L'organisme habilité s'engage à participer à toute action proposée par le Commanditaire visant son appropriation des éléments nécessaires à la bonne mise en œuvre de la certification et garantissant la qualité et la conformité des actions déployées.

L'accompagnement d'Atlas pourra notamment recouvrir :

- La présentation du référentiel de la certification, de la note de cadrage de la formation et des documents cadres ;
- La présentation des outils et documents à utiliser obligatoirement pour déployer la certification ;
- L'information des évaluateurs et des différents acteurs pour organiser les évaluations et évaluer les candidats.

Cette liste n'est pas limitative et pourra évoluer en fonction des besoins identifiés par le Commanditaire.

Un bilan du référencement sera organisé annuellement par Atlas avec l'organisme de formation habilité afin de s'assurer du respect des conditions et des engagements pris dans le cadre de la procédure de référencement.

Article 6 – Responsabilité et assurances

L'organisme de formation habilité s'engage à apporter tout le soin nécessaire à l'exécution des prestations conformément aux normes et standards en vigueur dans sa profession.

Respect de la législation sociale : l'organisme de formation certifie et atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés qualifiés et employés conformément aux articles L.3243-1 et suivants du Code du Travail et dans le respect des dispositions des articles L 8221-1 et L 8221-2 du même Code.

Il devra également fournir au Commanditaire, dans les plus brefs délais, une attestation de sa compagnie d'assurances prouvant l'existence et la validité d'une police d'assurance responsabilité civile professionnelle s'appliquant à ses activités. Cette dernière est destinée à couvrir sa responsabilité civile autre que décennale en application des articles 1382 et suivants du Code Civil, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris au Commanditaire, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel, consécutif ou non, du fait des missions en cours de réalisation ou après leur réception.

Au titre de sa responsabilité civile professionnelle, l'organisme de formation habilité devra respecter les dispositions prévues ci-après :

- L'organisme dont la responsabilité peut être engagée, doit être en mesure de justifier, à la signature de l'acte d'engagement par Atlas, qu'il a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité le couvrant pour toute opération objet de la présente habilitation ;
- Il doit adresser son attestation au Commanditaire au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de l'habilitation. Sur simple demande de l'OPCO Atlas, il doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ;
- le Commanditaire se réserve le droit de faire compléter les garanties et d'exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel plafond de garantie par catégorie de risque ;
- l'organisme de formation doit être autorisé, par ses assureurs, à communiquer son contrat d'assurance au Commanditaire à la demande de ce dernier, et à lui faire connaître les modifications, suspensions ou cessations des effets éventuels dudit contrat.

Article 7 – Sous-traitance

Les organismes de formation habilités ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Un organisme de formation habilité ne pourra en aucun cas sous-traiter tout ou partie des prestations, objets de la présente consultation, à un tiers ou une de ses filiales ou société mère sans l'accord préalable et exprès du Commanditaire.

Les organismes de formation ne pourront sous-traiter certaines parties des prestations, elles concernent :

- l'accompagnement des stagiaires et des candidats
- la préparation par les candidats des évaluations certifiantes
- la réalisation des évaluations certifiantes
- la mise en place des parcours de formation dans un volume horaire supérieur à 50% du volume horaire totale du parcours

En cas de non-respect du cadre définis d'exécution de la sous-traitance, l'organisme de formation verra son habilitation lui être retirée, conformément aux dispositions de l'article 12 « Résiliation de l'habilitation » du présent document.

L'organisme habilité doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions d'habilitations par le Commanditaire via la fiche Sous-traitant fournie par Atlas dans les pièces de la consultation et transmis par le candidat dans le dossier de référencement au moment de la remise de l'offre.

L'obligation de faire accepter chaque sous-traitant vaut pour toute la durée d'exécution de l'habilitation.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté, l'OF habilité devra préciser :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- les capacités professionnelles du sous-traitant ;

L'OF habilité s'engage à s'assurer du respect par le sous-traitant de la réglementation relative à la Formation Professionnelle.

Il est précisé que l'OF habilité devra déclarer son sous-traitant au plus tard 10 jours ouvrés, via l'adresse mail correspondante (referencementcertif@opco-atlas.fr), avant la réalisation des actions concernées. Par ailleurs, il est rappelé que le défaut de déclaration d'un sous-traitant peut entraîner la résiliation de l'habilitation.

Lors d'un contrôle de qualité, s'il est constaté un défaut de déclaration d'un sous-traitant, celui-ci entraînera une résiliation de l'habilitation dans les conditions de l'article 12 « Résiliation de l'habilitation ».

Article 8 – Droit d'exploitation

L'organisme de formation habilité accorde à l'OPCO Atlas, le droit d'utiliser ou faire utiliser les productions relatives aux sujets d'examens et à l'organisation et la réalisation des évaluations certifiantes, les données réglementaires obligatoires pour les certificateurs, les indicateurs de résultats,

en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation par l'OPCO Atlas en tant que mandataire du Certificateur.

Les besoins d'utilisation de l'OPCO Atlas comprennent le droit de :

- publier et utiliser les productions, les données réglementaires obligatoires pour les certificateurs, et les indicateurs de résultats consistant en des documents ou données, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les productions, données et indicateurs de résultats ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'OPCO Atlas de pouvoir utiliser les productions, données, et indicateurs de résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation.

Article 9 – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, les Parties s'engagent à collecter et à traiter les données personnelles dans la stricte application de la réglementation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel et plus particulièrement du Règlement général européen pour la protection des données (RGPD) n°2016/679.

Plus précisément, l'organisme de formation, incluant ses sous-traitants et co-traitants le cas échéant, s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les finalités qui font l'objet du présent accord-cadre et selon les instructions documentées d'Atlas (ci-après dénommé « le responsable du traitement ») ;
- garantir la confidentialité des données traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données en vertu du présent accord-cadre disposent de la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel et prennent l'engagement de respecter la confidentialité des données ;
- traiter les données dans un pays disposant d'un niveau de protection jugé adéquat par la Commission Européenne ;
- prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles pour garantir un niveau de sécurité adéquat, y compris entre autres, selon les besoins :
 - le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
 - les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils et services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut, conformément au RGPD ;
- ne pas faire appel à un autre prestataire (ci-après dénommé, « le prestataire ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques sans en informer préalablement Atlas ainsi que lui permettre de formuler ses questions et objections dans le délai d'un mois et recueillir préalablement son consentement écrit, explicite et spécifique à l'intervention de ce prestataire ultérieur. Le prestataire ultérieur sera tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient à l'organisme de formation habilité de s'assurer que le prestataire ultérieur respecte ces dispositions et présente

les mêmes garanties suffisantes au regard des exigences du RGPD. Si le prestataire ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, l'organisme habilité demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre prestataire de ses obligations ;

- tenir à la disposition d'Atlas toutes les informations utiles à la réalisation d'analyses d'impact sur la vie privée des personnes concernées, conformément au RGPD ;
- dans la mesure du possible, l'organisme de formation habilité doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du prestataire des demandes d'exercice de leurs droits, le prestataire doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits s'agissant des données faisant l'objet de la Prestation. L'organisme de formation tiendra à la disposition du responsable du traitement la comptabilisation du nombre de demandes reçues et traitées ainsi que des délais de réponse par type de droit ;
- en cas de violation de données à caractère personnel, notifier Atlas dans un délai maximum de 4 heures suivant la constatation par mail adressé à dpo@opco-atlas.fr et copie à servicesi@opco-atlas.fr et d'accompagner la notification de toute documentation utile afin de permettre à Atlas de notifier cette violation à la CNIL si nécessaire (nature des faits, impact sur les personnes concernées et, le cas échéant, mesures permettant de limiter l'impact sur les personnes concernées) ;
- en fin de l'accord-cadre, procéder à la suppression des données traitées dans le cadre du présent accord-cadre et des copies existantes, et justifier par écrit de cette destruction.

L'organisme de formation habilité tiendra à la disposition d'Atlas la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations. Il communiquera le nom et les coordonnées de son Délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du RGPD.

Atlas se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater ou faire constater par un auditeur qu'il aura mandaté le respect par l'organisme de formation des obligations précitées. En effet, l'organisme est soumis à une obligation de collaboration tant avec la CNIL qu'avec le responsable de traitement ou l'auditeur mandaté.

Article 10 – Lutte contre la corruption

Atlas attache une importance particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et entend que toute personne ou société en relation avec Atlas adhère aux mêmes principes et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur et, en particulier, la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

En conséquence, l'organisme habilité s'engage à respecter irrévocablement les éléments stipulés dans le présent article.

Tout manquement de la part de l'organisme habilité aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant Atlas, si bon lui semble, à la résolution de la présente habilitation sans préavis ni indemnité mais sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels Atlas pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

L'organisme habilité garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour le compte de ce dernier dans le cadre du présent accord-cadre :

- ne fera, par action ou par omission, rien qui serait susceptible d'engager la responsabilité d'Atlas au titre du non-respect de la réglementation existante ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
- n'offrira à un tiers ni ne cherchera, n'acceptera ou ne se fera promettre, directement ou indirectement, pour elle-même ou pour une autre partie, aucun don ou avantage constituant ou pouvant constituer une pratique illicite ou corruptrice ;
- mettra en place et maintiendra ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- informera Atlas sans délai de tout événement qui serait porté à sa connaissance et qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- fournira toute assistance nécessaire à Atlas pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

L'organisme de formation habilité autorise d'ores et déjà Atlas à prendre toute mesure raisonnable ayant pour objet de contrôler le strict respect par l'organisme habilité des obligations stipulées au présent article.

Article 11 – Incessibilité de l'habilitation

Les droits et obligations résultant de la présente habilitation ne peuvent en aucun cas être cédés ni transférés de quelle que façon que ce soit (directe ou indirecte), à titre gratuit ou onéreux, à un tiers par l'organisme de formation habilité désigné sans que celui-ci n'ait préalablement obtenu l'accord écrit en ce sens du Commanditaire.

Article 12 – Résiliation de l'habilitation

12.1 Principes généraux de la résiliation de l'habilitation

L'OPCO ATLAS peut mettre fin à l'habilitation de l'organisme de formation, soit à la demande de l'organisme habilité, soit pour faute de l'organisme, soit dans des circonstances particulières.

La décision de résiliation de l'habilitation est notifiée à l'organisme de formation via un courrier électronique.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Lorsque l'action de formation n'est pas terminée lors de la résiliation de l'organisme de formation, l'organisme de formation prend l'engagement et aura l'obligation d'amener les candidats inscrits et validés jusqu'à la certification. L'OPCO ATLAS se réserve aussi la possibilité d'avoir recours aux organismes de formation du référencement pour des prestations similaires.

12.2 Résiliation de l'habilitation à la demande de l'organisme

L'OPCO ATLAS se réserve le droit de résilier l'habilitation à la demande de l'organisme habilité, lorsque celui-ci :

- rencontre des difficultés techniques particulières

- est dans l'impossibilité de garder son habilitation du fait d'un évènement ayant un caractère de forme majeure

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

12.3 Résiliation de l'habilitation lors de circonstances particulières

L'OPCO ATLAS se réserve le droit de résilier l'habilitation lors de circonstance particulières :

- en cas de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire. En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'habilitation est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de l'organisme de formation. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'habilitation est résiliée, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de l'organisme de formation.
- en cas d'incapacité physique manifeste et durable de l'organisme de formation compromettant la bonne tenue des formations

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

12.4 Résiliation de l'habilitation pour faute de l'organisme de formation

L'OPCO ATLAS se réserve le droit de résilier l'habilitation pour faute de l'organisme :

- dans l'éventualité où des manquements dans les obligations contractuelles de l'organisme sont constatés sur la période d'exécution des prestations ;
- dans l'éventualité où des sanctions sont appliquées sur la période d'exécution des prestations ;
- dans le cas d'une mauvaise exécution répétée.
- lorsque celui-ci déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- lorsque des modifications relatives à des changements de personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, de forme, de raison sociale ou de dénomination, d'adresse ou de siège social, de capital social de l'entreprise, et généralement toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise, sont de nature à compromettre l'exécution du référentiel.
L'organisme sera résilié sans qu'il ne puisse prétendre à indemnité et sans mise en demeure.
- Lorsque l'organisme de formation refuse un contrôle des capacités ;
- si après contrôle, à l'issue d'une procédure contradictoire, l'organisme ne peut entrer en conformité
- lorsque le prestataire ne déclare pas ses sous-traitants dans un délai de 10 jours, ou que les prestations sous-traitées concernent des éléments qui ne peuvent être sous-traités dans les conditions indiquées à l'article 7 « sous-traitance ». **L'organisme sera résilié sans qu'il ne puisse prétendre à indemnité et sans mise en demeure.**
- lorsque l'organisme de formation pratique des prix aberrants, que la formation soit financée par l'OPCO ATLAS ou par d'autres fonds de quelque nature qu'ils soient. Lors d'un contrôle qualité, si l'organisme est en incapacité de justifier ses prix jugés aberrants au regard de prestations comparables, celui-ci sera résilié sans qu'il ne puisse prétendre à indemnité et sans mise en demeure.

Hormis les cas de résiliation sans indemnité ni mise en demeure indiquées ci-dessus, l'OPCO ATLAS procédera à une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas d'absence de mise en conformité dans un délai de 15 jours suite à la réception de la mise en demeure par l'organisme de formation, l'OPCO ATLAS se réserve la possibilité de résilier l'habilitation sans que l'organisme ne puisse prétendre à indemnité.

12.5 Résiliation du référencement pour motif d'intérêt général

Lors d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'organisme de formation ne sera pas indemnisé de ces frais engagés.

Article 13 – Confidentialité et secret professionnel

Chacune des Parties s'engage à conserver et à ne pas divulguer les informations et documents de quelle que nature que ce soit, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution de la présente habilitation concernant l'autre partie. Les deux Parties se portent fort du respect du présent engagement du secret par leurs préposés ou toute autre personne dont elles ont la responsabilité.

Cet engagement ne concerne pas les informations ni les documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre de la présente habilitation et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le non-respect de ses engagements par l'organisme de formation habilité expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales.